



Les nuées de 2012

Le plus saisissant, chez les prévisionnistes de tous bords, c'est qu'ils en sont réduits à ne faire que des paris.

1 La tradition veut que l'on fasse des bilans pour Noël et des projets pour le Nouvel An. Il était évident que, dans son allocution de fin d'année, Nicolas Sarkozy bousculerait ce rite puisqu'il entendait marteler que les épreuves de l'avenir sont pétries des imprudences de l'an passé. Et si l'on regarde les choses de plus haut, Bernard Guetta a raison de se demander si l'année la plus proche de celle que nous venons de vivre ne serait pas – à une tout autre échelle, certes – 1968? Dans les deux cas, nous avons assisté à un soulèvement de la jeunesse contre les chefs installés ou les despotes, à une révolte animée par des contestataires qui n'avaient, eux, ni chefs ni idoles. Dans les deux époques, nous avons vu se développer, par effet de contagion, des réactions en chaîne. En 1968, il y a eu le Mai de Paris, les hippies de Californie, les Brigades rouges de Rome, la Bande à Baader de Berlin, avec l'explosion d'un gauchisme libertaire souvent confisqué par un néomarxisme plus ou moins violent. Aujourd'hui, à partir du « printemps arabe » et à la stupéfaction générale, nous voyons émerger et s'enflammer une exigence de dignité qui déborde de l'Orient pour atteindre jusqu'à la capitale de toutes les Russies.

2 Il faut évidemment éviter la facilité des comparaisons et des rapprochements illusoire. Il reste que l'année 2012 sera l'héritière turbulente de toutes les convulsions de l'année 2011, avec deux facteurs supplémentaires : celui, gigantesque et dévastateur, de la crise, et celui des consultations électorales en France, aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays. C'est à la fin de cette année, par exemple, que l'on saura si, en Tunisie, après avoir vaincu le despotisme arabe, les islamistes seront capables d'inventer non pas une démocratie islamiste, mais une démocratie musulmane.

3 Je n'en ai pas fini avec mon impatience devant le projet de loi – à l'origine duquel on trouve des socialistes! – visant à pénaliser toute négation du « génocide » des Arméniens par les Turcs en 1915. Je m'aperçois d'ailleurs qu'en mettant des guillemets à « génocide » je tombe déjà sous le coup de cette future loi. Alors je répète que les hommes politiques ne peuvent pas prétendre aux plus hautes responsabilités et au statut d'homme d'Etat, s'ils ne se rendent pas compte qu'accuser un autre pays de « génocide » à propos d'une tragédie sur laquelle les historiens continuent de se diviser – et alors que l'on s'apprête à saluer le 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, où, pendant la guerre que les Français y ont livrée, des opérations de type « génocidaire » leur ont été parfois reprochées –, c'est faire preuve d'une cécité déconcertante. De toute manière, la définition du génocide appartient aux historiens, non aux politiques. On m'oppose qu'il y a en France, à la veille des élections,

trois minorités arméniennes structurées, en Provence, à Lyon, en Ile-de-France, et que la loi envisagée a pour but de s'attirer leurs voix. La rivalité démocratique imposerait en somme l'irresponsabilité. Eh bien non! Ce serait au contraire, à mes yeux, l'occasion exceptionnelle d'une politique bipartisane. Les grandes formations politiques de gauche et de droite devraient décider ensemble de renoncer à promulguer une nouvelle loi mémorielle, après les lois Gayssot et Taubira. Au moins ces deux dernières lois respectaient-elles l'esprit du tribunal de Nuremberg: il y a génocide non pas simplement lorsqu'il y a un crime plus ou moins collectif mais lorsqu'il y a intention d'extermination. Le cas n'est nullement prouvé en ce qui concerne les massacres des Arméniens par les Turcs.

4 J'apprends maintenant que les Israéliens n'entendent pas réserver aux Français l'exclusivité de l'erreur et qu'ils s'apprêtent à voter en faveur du désir des Arméniens d'être considérés comme un peuple victime d'un génocide. Pour Israël, l'effet sera encore plus désastreux. Après avoir laissé passer l'occasion de se réconcilier avec la Turquie, en présentant quelques vagues formules d'excuses pour avoir abattu au moins cinq militants turcs de la cause Palestinienne qui avaient tenté de ravitailler par la mer la bande de Gaza, voici qu'ils vont achever de perdre la seule grande puissance musulmane qui était pour eux une alliée irremplaçable. Mais les Israéliens ne savent plus où ils vont. L'histoire retiendra le jour où ils ont demandé à leurs alliés politiques au sein des Etats-Unis d'organiser au Congrès une cérémonie injurieusement humiliante pour la Maison-Blanche, en réservant une ovation historique à Benyamin Netanyahu qui venait pourtant de mettre en question l'autorité de Barack Obama.

5 Après la chute du mur de Berlin, j'ai publié un livre d'entretiens avec l'historien soviétique dissident Yuri Afanassiev (« Cette grande lueur à l'Est »). L'immense surprise que m'a réservée mon interlocuteur, ce sont ses confidences presque complaisantes sur les sanglots que lui avait arrachés la mort de Staline, alors que son propre père avait été plusieurs fois incarcéré par le KGB. Devenu anticommuniste militant, il arrivait pourtant à expliquer qu'on pût appeler Staline le « petit père des peuples ». Avec la mort de ce dernier tsar, une grande fresque de l'éternelle Russie s'effaçait sur le mur de l'Histoire. On peut comprendre, après cela, quelle fut l'humiliation des Russes de voir leur liberté nouvelle, leur démocratie enfin conquise, associée au capitalisme sauvage, à la spéculation, à la prédation, à la vulgarité et au règne de l'argent sous toutes ses formes. J. D.

Retrouvez le blog de Jean Daniel sur Nouvelobs.com